

Grand débat Bordeaux : Ford Blanquefort va devoir payer pour la revitalisation du site



Ford va fermer son site, les négociations de reprise ont échoué, annonce faite ce jeudi 21 février 2019 / © CAROLINE BLUMBERG MAXPPP

A Bordeaux, Emmanuel Macron assure que l'Etat allait "forcer" Ford à payer pour la revitalisation du site de l'usine de Blanquefort, dont la fermeture est inéluctable.

Par SP avec AFP Publié le 01/03/2019 à 14:20 Mis à jour le 01/03/2019 à 16:28

"On va forcer l'entreprise à revitaliser" le site industriel et "donc à investir pour sa conversion industrielle", a assuré le président de la République, à l'occasion du Grand débat avec des élus girondins à Bordeaux.

"La loi nous permet d'obliger l'entreprise de payer pour la revitalisation" du site, a martelé M. Macron, répondant à une élue qui lui demandait qu'une loi puisse permettre aux collectivités locales de récupérer le foncier des sites industriels en cas de fermeture.

Mais "méfiez-vous" d'une telle loi qui délivrerait l'entreprise de toute obligation de "revitalisation", a averti le président, "rappelez-vous les grandes transitions industrielles : on a laissé le foncier aux collectivités et elles se retrouvent aujourd'hui avec des friches industrielles qui sont les situations les plus complexes".

Emmanuel Macron a à nouveau dénoncé le "véritable cynisme" de Ford dont l'usine, implantée depuis 1972, emploie 850 personnes. L'usine va fermer après le refus par le constructeur automobile de la seule offre de reprise venant du strasbourgeois Punch Powerglide.

L'Etat doit "être aux côtés du territoire et des anciens salariés" de l'usine, a-t-il assuré.

Au sujet des salariés, Emmanuel Macron a affirmé que l'Etat et la région Nouvelle-Aquitaine allaient "mettre en place un dispositif de suivi personnalisé" afin de "présenter des offres d'emploi à ceux qui viennent de perdre le leur ou de leur proposer toute de suite des formation qualifiantes".

L'administration doit donner d'ici le 4 mars son avis officiel sur le plan social de Ford. Le feu vert attendu enclencherait la procédure de fermeture, un peu plus d'un an après l'annonce par Ford de son intention de se désengager de l'usine.

Depuis le récent rejet par Ford de la dernière offre du strasbourgeois Punch Powerglide, synonyme de fermeture de l'usine à l'été, le ministre de l'économie Bruno Le Maire et le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux ont tenu des propos de fermeté à l'encontre de Ford.